

IDENTIFICATION	
Intitulé de l'Unité d'Enseignement : Droit des affaires et des assurances	Niveau d'études : B et C
Intitulé des cours : Droit des sociétés/ Droit bancaire et financiers / Eléments de droit économique / Droit des assurances.	Nombre de crédits ECTS : 14
Nombre de périodes : 160	N°UE : 921 Code de référence : 713303U32D1
DESCRIPTION	
<p>Prérequis : <i>Face à diverses situations et opérations relevant du champ d'application du droit commercial, en disposant de la documentation ad hoc,</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>caractériser au moins deux principes fondamentaux du code de commerce (qualité et obligations du commerçant, actes commerciaux, éléments constitutifs d'un fond de commerce et opérations y relatives, utilisation de moyens de paiement spécifiques) ;</i> - <i>analyser et résoudre un litige relevant de la loi sur les pratiques du commerce et la protection du consommateur ;</i> - <i>expliciter des clauses d'un contrat commercial usuel et leurs conséquences pour les parties;</i> - <i>mettre en œuvre les procédures adéquates en cas de concordat judiciaire ou de faillite en veillant particulièrement à préserver les intérêts des parties.</i> <p>Titre pouvant en tenir lieu : Attestation de réussite de l'UE 713302U32D1 « Législation et droit commercial » classée dans l'enseignement supérieur économique</p> <p>Document de référence pour une préparation préalable au cours : il est intéressant de lire la dernière édition du Manuel du droit de l'entreprise (DE CORDT Y., ... ; <i>Manuel de droit de l'entreprise</i>, 4^{ème} éd., Louvain-La-Neuve, Anthémis, 2019).</p>	
<p>Objectifs : Pour atteindre le seuil de réussite, l'étudiant sera capable, compte tenu de son niveau de formation,</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>face à des situations caractérisées par des problèmes juridiques standards relatifs au droit des sociétés, en disposant de la documentation ad hoc,</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>d'analyser et d'abstraire la situation juridique correspondante ;</i> • <i>de structurer et de justifier la démarche juridique mise en œuvre en regard des éléments théoriques et de la jurisprudence ;</i> - <i>face à des situations caractérisées par des problèmes juridiques standards relatifs au droit des assurances, en disposant de la documentation ad hoc,</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>d'analyser les éléments spécifiques des contrats ;</i> • <i>de structurer et de justifier la démarche juridique mise en œuvre en regard des éléments théoriques et de la jurisprudence</i> - <i>de présenter et d'expliciter les règles ou mécanismes juridiques fondamentaux applicables dans au moins six situations choisies par le chargé de cours relatives aux points suivants :</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>l'accès à la profession et les implantations commerciales,</i> • <i>les brevets : conditions, obtention, droits et devoirs du breveté,</i> • <i>les prix : réglementation générale, contrats-programmes, protection du consommateur,</i> • <i>les dispositions spécifiques applicables aux entreprises publiques,</i> • <i>les dispositions spécifiques applicables aux entreprises publiques,</i> 	

- *les principaux instruments traités sur les marchés financiers,*
- *l'architecture institutionnelle belge des marchés financiers,*
- *la mission des autorités et leurs moyens de contrôle et de sanction*
- *les règles applicables aux intermédiaires,*
- *les règles applicables au fonctionnement du marché boursier,*
- *la notion de délit d'initié ;*
- *d'expliciter et de développer le fonctionnement et les règles applicables à un produit bancaire courant.*

Pour la détermination du degré de maîtrise, il sera tenu compte des critères suivants :

- *la cohérence entre la démarche et la situation traitée,*
- *le recours équilibré aux différentes sources du droit,*
- *le degré de rigueur dans le développement et l'argumentation juridique,*
- *le niveau de précision et de la clarté dans l'emploi des termes juridiques.*

Contenu des cours :

Droit des sociétés

- Présentation et introduction au CSA
- Définition de la société
- Personnalité juridique
- La société simple, la SNC, la S Comm
- La société à responsabilité limitée
- La société anonyme
- La société coopérative
- Formes européennes de société
- Restructuration et transformation de société

Droit bancaire et financier

- INTRODUCTION
- La banque en général
- Le service bancaire de base
- Le crédit à la consommation et le crédit hypothécaire
- La bourse
- Le délit d'initié
- Le blanchiment de capitaux
- La BCE

Droit des assurances

- INTRODUCTION
- La loi du 4/04/2014 sur les assurances
- Classification des assurances
- L'assurance « incendie »
- L'assurance protection juridique

Matière vue via un travail de groupe

- Le contrat d'assurance-vie

Eléments de droit économique

- Répartition des compétences économiques entre les différents pouvoirs publics
- La propriété industrielle et les brevets
- Les règles relatives à l'installation des entreprises
- Les autorités responsables en matière de concurrence
- La politique des prix
- Protection du consommateur : commerce électronique
- Quelques dispositions spécifiques applicables aux entreprises publiques
- Les aides financières

Bibliographie :

- BUYDENS, M., *Droits des brevets d'invention*, 2^e édition, Bruxelles, Larcier, 2020.
- CLESSE, J., KEFER F. ; *Enjeux et défis juridiques de l'économie de plateforme*, CUP, vol 187, Liège, Anthémis, 2019.
- DE CORDT Y., DELFORGE C., JACQUEMIN H., LEONARD T., POULLET Y., *Manuel du droit de l'entreprise*, Anthemis, UCLouvain, 2019.
- DELVAUX, T., THIRION, N. ; *Droit de l'entreprise*, Collection de la Faculté de droit de l'Université de Liège, Bruxelles, Larcier, 2012.
- DONY, M., *Aides d'Etat*, Répertoire pratique de droit belge, Bruxelles, Larcier, 2019, 13-25.
- FONTAINE, M., *Droit des assurances*, 5^e édition, Bruxelles, Larcier, 2016.
- GLANSDORFF, F... ; *Le nouveau Code de droit économique*, Bruxelles, Larcier, 2014.
- LEONARD, J., PIETERS E. ; *L'abus de dépendance économique en droit belge de la concurrence. Aperçu de la loi du 4 avril 2019 modifiant le Code de droit économique*, *Competitio* - Revue de la concurrence belge, 2019, 9-20.
- NAVEZ E.-J., *Le nouveau droit des sociétés et des associations*, Larcier, UCLouvain, 2019
- PIETERS, E... ; *Le Code de droit économique – Survol du contenu et des principales nouveautés*, R.D.C., 2014, 327-370.
- SABBADINI P-M ; *Les aides d'Etat. Aspects juridiques et économiques*, Bruxelles, Larcier, 2015.
- THIRION N., *Les réformes du droit économiques : premières applications*, Liège, CUP, 2019.
- UYTENDAELE, M. ; VERDUSSEN, M. ; *Dictionnaire de la sixième réforme de l'Etat*, Bruxelles, Larcier, 2015.
- VERDURE C., ... ; *Contrats et protection des consommateurs*, Limal, Anthémis, 2016.
- WYNS, A. ; *Protection des données à caractère personnel & PME : comment appliquer le RGPD en 9 étapes concrètes ?* Liège, Edipro, 2018.

PERSONNEL ENSEIGNANT

Monsieur Cordiez, Madame Deblock et Madame Roman

METHODOLOGIE

L'unité d'enseignement a pour but de montrer différents aspects du droit des affaires et des assurances. Sur base de la documentation *ad hoc* (différentes législations), l'étudiant sera amené à appréhender les matières de droit des sociétés, droit bancaire et financier, droit économique et droit des assurances tout en acquérant une méthode pour les mettre en œuvre (applications – exercices).

Des notes de cours sont à la disposition des étudiants sur la plateforme Moodle.

Invitation d'intervenants extérieurs

Travaux de groupe

Analyse de décisions de jurisprudence relatives aux assurances

Emission financière

Lecture d'articles d'actualité

MODES D'EVALUATION**Droit des sociétés :**

Interrogation théorique sur les notions vues en classe

Production d'un portefeuille d'analyses décrivant les phases de différentes opérations juridiques propres aux formes de sociétés vues en classe

Droit bancaire et financier :

Evaluation sommative informelle lors de la réalisation d'exercices en classe

Evaluation certificative lors du dernier cours (100% des points)

Droit des assurances :

Evaluation sommative informelle lors de la réalisation d'exercices en classe

Evaluation certificative lors du dernier cours (100% des points)

Éléments de droit économique :

Evaluation écrite certificative

Les textes en italiques proviennent du site suivant :

<http://enseignement.catholique.be/segec/index.php?NIVEAU=30&id=1026&SECTEUR=>